

"Le réchauffement climatique commence à être dangereux"

31 juillet 2018 11:06

[Vue en plein écran](#)

©BELGAIMAGE

Les jeunes peuvent s'attendre à vivre des températures allant jusqu'à 55°C en Belgique. Le climatologue français Jean Jouzel plaide pour un sursaut dans la lutte contre le réchauffement.

La Belgique peut s'attendre à des pics de températures allant jusqu'à 55°C dans la deuxième partie du siècle si rien de significatif n'est fait pour accélérer la lutte contre le réchauffement, prévient Jean Jouzel. L'Europe, souligne le climatologue français, ne sera pas épargnée par les événements extrêmes liés à la montée des températures, à l'image des feux de forêts observés cette semaine en Scandinavie et en Grèce. En Belgique, un record de 34,6 °C a été atteint vendredi à Uccle, soit la température la plus élevée jamais mesurée un 27 juillet.

Jean Jouzel est climatologue depuis cinquante ans – il a commencé sa thèse en 1968. Il a pris la vice-présidence du groupe scientifique du Giec (Groupe d'experts de l'ONU sur l'évolution du climat) en 2002, l'année où Jacques Chirac clamait : "*Notre maison brûle et nous regardons ailleurs*". Il déplore aujourd'hui "**l'égoïsme**" d'une société qui ne diminue pas ses émissions de gaz à effet de serre et laisse le soin à ses enfants de trouver des solutions.

Peut-on affirmer sans équivoque que le point commun des feux de forêts observés en Europe cette semaine est le réchauffement climatique?

Aussi bien en Scandinavie qu'en Grèce, ces feux de forêts sont liés à des températures largement plus élevées que les moyennes d'une deuxième quinzaine de juillet. En Suède il y a eu des températures largement au-delà de 30°C, y compris au-delà du cercle polaire. Ces records s'inscrivent tout à fait dans un contexte de réchauffement climatique. Mais pour le climatologue, ce qui est pertinent c'est plutôt la succession d'années chaudes en moyenne à l'échelle globale. Les cinq dernières années ont été les plus chaudes qu'on ait jamais connues, et sur les six premiers mois de l'année, 2018 est la troisième année la plus chaude. Quand la température moyenne augmente, il est normal qu'il y ait des régions où les records de températures sont battus, avec des conséquences sur les feux de forêts.

Et cette tendance devrait s'accélérer dans les années qui viennent en Europe: vous évoquez des températures pouvant aller jusqu'à 55°C dans l'est de la France.

Et en Belgique également. Actuellement, en France, les températures records n'excèdent pas 43°C. À horizon 2025-2030, ces records risquent d'augmenter de 2 à 3°C, ce qui est loin d'être négligeable. Puis, si la tendance d'un réchauffement global important se poursuit, pour gagner 3° à 4°C (en moyenne sur l'ensemble de la planète par rapport au début de l'ère industrielle, NDLR), les températures records explosent littéralement, puisqu'elles peuvent atteindre jusqu'à 55°C sur l'est de la France. L'article de mes collègues de Météo France auquel je fais référence fait passer l'idée de manière très claire

qu'un réchauffement moyen de quelques degrés peut se traduire par des extrêmes climatiques toujours plus extrêmes, qui vont toucher nos villes, où il y a un effet d'îlot de chaleur urbain. Nos villes, nos métropoles, comme Paris, ne sont pas préparées à de telles températures.

Ce qui ébrèche l'idée selon laquelle l'Europe serait relativement épargnée par le réchauffement climatique...

Oui. C'est vrai que l'Europe est relativement privilégiée: l'Afrique est beaucoup plus vulnérable, l'Asie du Sud-Est aussi. Mais il y a une vulnérabilité de l'Europe qui n'est pas négligeable. Quand on regarde les projections de risques de feux de forêts à horizon 2050, beaucoup de régions d'Europe où le risque est pratiquement nul aujourd'hui vont devenir à risque. Y compris dans l'ouest et le centre de la France – je n'ai pas regardé pour la Belgique.

Actuellement, à peu près 5% des Européens font face à des événements climatiques extrêmes – inondations, sécheresses, canicules, élévation du niveau de la mer... Dans un cadre de réchauffement climatique important, ce seraient **deux Européens sur trois qui pourraient faire face dans la deuxième partie de ce siècle à des événements climatiques extrêmes**. Qui sont quand même ceux qui sont importants du point de vue des coûts associés. Ce n'est pas la température moyenne qui fait intervenir les assurances.

Actuellement en Europe, 3.000 décès par an sont attribués à des causes climatiques. Cela pourrait passer à 150.000 si on ne fait rien ou pas grand-chose pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce sont des chiffres qui font réfléchir...

Vous êtes climatologue depuis cinquante ans. Ce que vous avez prédit se déroule sous nos yeux...

Effectivement. Je suis très proche de gens chez vous comme Jean-Pascal van Ypersele et André Berger avec qui j'ai beaucoup travaillé: on a vraiment alerté depuis une trentaine d'années sur un réchauffement climatique qui d'après nous allait venir. C'est assez remarquable: aussi bien au niveau de l'ampleur du réchauffement que des conséquences. Ce que l'on vit aujourd'hui, c'est en gros ce qu'on anticipait. Cette concordance entre la vision qu'a notre communauté scientifique et la réalité que l'on vit aujourd'hui devrait amener à réfléchir. Parce que la façon dont on envisage la deuxième partie de ce siècle et au-delà, franchement ça fait froid dans le dos.

"Si on dit en Europe que notre mode de vie n'est pas négociable, on n'y arrivera pas, c'est clair."

Partager sur Twitter

JEAN JOUZEL

CLIMATOLOGUE, INSTITUT PIERRE-SIMON LAPLACE

Depuis quelques années, le réchauffement est perceptible et commence à être dangereux. La Scandinavie est un exemple: à un moment on entendait: "*Oui mais les Suédois vont être contents avec le réchauffement climatique*". Eh bien aujourd'hui ils ne le sont pas. Et ça, c'est pour un degré de réchauffement. Ce qu'on a du mal à faire comprendre, c'est que deux ou trois degrés supplémentaires, c'est un monde complètement différent. Il faut agir tout de suite si on veut éviter aux jeunes d'aujourd'hui d'avoir à faire face à des conditions qui seront largement désagréables, et dans certains cas catastrophiques. Il y a un moment où l'adaptation deviendra très difficile.

L'objectif de l'Accord de Paris est de limiter le réchauffement à 2 voire 1,5°C. Un rapport très attendu du Giec doit éclairer sur la voie à suivre pour y parvenir. À quoi doit-on s'attendre?

Il y a des études qui sont claires: pour être capable de rester en deçà de 2°C, et a fortiori encore plus de 1,5°C, il faut trouver un moyen de pomper du CO₂ de l'atmosphère... Il faudrait **diminuer par trois nos émissions d'ici 2050**, atteindre la neutralité carbone dans la deuxième partie de ce siècle. Malheureusement **on est bien en deçà des objectifs de l'Accord de Paris** actuellement. Par exemple, en France, les émissions ont augmenté entre 2016 et 2017 alors qu'il faudrait qu'elles diminuent. Et

l'Agence internationale de l'Énergie nous dit que d'ici 2040 les émissions de CO₂ liées aux combustibles fossiles vont continuer à augmenter. Ca n'incite pas à l'optimisme. Ma génération laisse aux jeunes d'aujourd'hui un monde auquel il sera difficile de s'adapter en leur demandant de trouver les moyens pour couper du CO₂ de l'atmosphère. Donc nous, allègrement, on va continuer d'en émettre, et puis voilà, on leur demande de se débrouiller. C'est extrêmement égoïste. Même pas seulement par rapport aux générations futures: les gens qui sont sur les bancs d'école seront là évidemment dans la deuxième partie de ce siècle.

L'objectif "1,5°C" de l'Accord de Paris, qui revient à limiter le réchauffement à un demi-degré par rapport aux moyennes actuelles, est-il encore atteignable?

Cela me semble très optimiste. Pour rester en deçà de 2°C, on n'a plus que 20 ans d'utilisation de combustibles fossiles au rythme actuel, et encore beaucoup moins pour 1,5°C. Objectif qui n'est pratiquement possible qu'en imaginant pouvoir **pomper du CO₂ de l'atmosphère**. Ce qui est loin d'être gagné.

Pourquoi?

Le point d'achoppement actuellement, c'est notre capacité à piéger et stocker le gaz carbonique: il y a toujours des problèmes techniques, il y a aussi des problèmes d'acceptation parce qu'il faut mettre ce CO₂ quelque part, et quand on parle de biomasse (les forêts stockent le CO₂) il y a la concurrence avec la production alimentaire. Pour le moment la machine est bloquée parce que pour que le piégeage et le stockage du gaz carbonique se développe, il faudrait que les gens qui s'y investissent soient récompensés. Cela veut dire donner un prix au carbone. **Tant qu'il n'y a pas de prix au carbone au niveau international, il y a très peu de recherche**. L'Europe s'était pas mal investie il y a une dizaine d'années, mais pratiquement, les projets sont arrêtés. En particulier parce qu'il n'y a pas d'incitation financière.

Vue en plein écran

"La maison brûle mais nous regardons ailleurs" disait Jacques Chirac: l'expression est-elle toujours valable?

Je continue à penser que l'Accord de Paris est une excellente base pour aller de l'avant. Mais sa force, c'était son universalité. Le retrait des États-Unis est extrêmement dommageable. La position américaine risque d'entraîner une paralysie de l'Accord, que la Russie n'a pas encore ratifié.

Quand le climatoscepticisme semblait avoir disparu, il a pris le pouvoir de la première puissance mondiale...

Je crois que dans le cas de Donald Trump et son entourage, le climat, ce n'est pas leur problème. Ils savent pertinemment que s'ils acceptent la réalité du réchauffement climatique, ça les amène à prendre des solutions dans un contexte international qu'ils abhorrent. C'est très clair: les États-Unis ne veulent absolument pas se sentir pieds et poings liés dans des accords internationaux. En gros, **la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas compatible avec l'ultralibéralisme de politiques comme celles de Donald Trump**. Georges W. Bush avait déjà dit que le style de vie des Américains n'était pas négociable... C'est politique plutôt que scientifique.

Il n'y a plus de contre-arguments scientifiques pertinents aujourd'hui sur lesquels il pourrait s'appuyer?

Non. Je suis membre associé de l'Académie des Sciences aux États-Unis, dont beaucoup de membres ont signé une lettre à Donald Trump en lui demandant de ne pas se retirer de l'Accord de Paris, on n'a même pas eu de réponse... Dans les sections qui sont intéressées par ces domaines, il n'y a pas de climatosceptiques à l'Académie des Sciences des États-Unis. Donald Trump ne s'appuie ni sur son Académie ni sur des scientifiques reconnus.

À propos de scientifiques reconnus, vous avez nommé Jean-Pascal van Ypersele, qui disait récemment que s'agissant du climat "tous devraient se sentir aussi concernés que si nous étions en guerre". On en est loin.

Oui, ça concerne tout le monde. Prenez **l'explosion du tourisme, en particulier basé sur le low cost**: il contribue à 8% des émissions de gaz à effet de serre et est en augmentation importante... Mais en même temps, des mesures politiques sont prises. En France, la loi sur la transition énergétique est parfaitement en phase avec la lutte contre le réchauffement climatique, en prévoyant la neutralité carbone à l'horizon 2050. D'un côté nos législateurs ont fait le travail, mais de l'autre on a du mal à respecter les objectifs de CO₂. Or il sera très difficile de respecter ces objectifs sans une certaine sobriété. Il faut être capable d'infléchir son mode de vie pour prendre en compte cette nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Il ne suffit pas de progrès technologiques. **Si on dit en Europe que notre mode de vie n'est pas négociable, on n'y arrivera pas, c'est clair.**

[Frédéric Rohart](#),

Journaliste
Source: L'Echo